

## RÉSOLUTIONS

### PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 1986

- 1986/1. Les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie et suite à donner au rapport du Groupe de personnalités éminentes chargé de conduire des auditions publiques sur lesdites activités**

*Le Conseil économique et social,*

Rappelant ses résolutions sur les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie, en particulier la résolution 1981/86 du 2 novembre 1981, dans laquelle il a prié le Secrétaire général de prendre des dispositions en vue de l'organisation d'auditions publiques sur les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie,

Rappelant en outre sa résolution 1985/72 du 26 juillet 1985, dans laquelle il a invité tous les Etats, les organisations non gouvernementales et toutes les sociétés transnationales opérant en Afrique du Sud et en Namibie à contribuer avec l'Organisation des Nations Unies à l'organisation desdites auditions,

Notant avec une vive préoccupation que la situation en Afrique du Sud s'est détériorée ainsi que l'ont récemment mis en évidence les brutalités accrues, les massacres aveugles et les arrestations massives de personnes innocentes, y compris d'enfants, perpétrés par les autorités du régime minoritaire raciste,

Préoccupé par le fait que les gouvernements des pays d'origine de certaines sociétés transnationales opérant en Afrique australe n'ont pas pris de mesures effectives au niveau national pour répondre directement au souci manifesté par la communauté internationale d'empêcher la collaboration des sociétés transnationales avec le régime raciste minoritaire en Afrique australe,

1. Condamne le régime minoritaire d'Afrique du Sud et la brutalité avec laquelle il perpétue le système inhumain de l'*apartheid* et l'occupation illégale de la Namibie;

2. Sait gré au Groupe de personnalités éminentes chargé de conduire des auditions publiques sur les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie de l'équité, de l'objectivité et de la pondération avec lesquelles il a mené les auditions;

3. Accueille favorablement et approuve le rapport et les recommandations du Groupe de personnalités éminentes<sup>1</sup> qui constituent un pas encourageant dans la bonne direction en vue d'éliminer l'*apartheid* et de mettre fin à l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud;

4. Accueille avec satisfaction, comme première mesure positive, la décision de certains pays où des sociétés transnationales ont leur siège d'imposer des restrictions aux nouveaux investissements en Afrique du Sud et de limiter les prêts bancaires au régime raciste minoritaire;

5. Condamne énergiquement les sociétés transnationales qui continuent de collaborer avec l'Afrique du Sud dans les domaines nucléaire, militaire et économique, en violation des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale;

6. Déclare à nouveau que la poursuite des activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie et leur collaboration avec le régime raciste de Pretoria perpétuent le système d'*apartheid* et l'occupation illégale de la Namibie;

7. Réaffirme que, pour éliminer l'*apartheid* et mettre fin à l'occupation illégale de la Namibie par le régime raciste, il faut un programme concerté d'action internationale efficace, approuvé par l'ensemble de la communauté internationale, appliqué de façon systématique par les gouvernements et les autres organes intéressés et appuyé par des activités de contrôle et de suivi;

8. Prie instamment tous les Etats, organes, organisations et organismes des Nations Unies, organisations non gouvernementales et sociétés transnationales, banques et autres établissements financiers d'appliquer les recommandations formulées par le Groupe de personnalités éminentes<sup>1</sup> en vue de contribuer plus efficacement à éliminer l'*apartheid* et à mettre un terme à l'occupation illégale de la Namibie compte tenu de la date limite, janvier 1987, proposée par le Groupe;

9. Décide que la présente résolution devrait contribuer aux travaux de la Conférence mondiale sur l'adoption de sanctions contre l'Afrique du Sud raciste, qui doit se tenir à Paris du 16 au 20 juin 1986;

10. Prie le Secrétaire général :

a) De prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la coordination et l'application efficaces et urgentes des recommandations contenues dans le rapport du Groupe;

b) De faire rapport chaque année à la Commission des sociétés transnationales, au Conseil économique et social, à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité sur l'application de la présente résolution, jusqu'à l'élimination de l'*apartheid* et la cessation de l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud;

11. Prie également le Secrétaire général :

a) De faire en sorte que le Secrétariat poursuive le travail utile qu'il accomplit en rassemblant et en diffusant des informations sur les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie;

b) De fournir des informations plus détaillées sur les caractéristiques des sociétés transnationales opérant en Afrique du Sud et en Namibie;

c) De mettre à jour, pour les présenter à la Commission des sociétés transnationales à sa treizième session, les rapports du Secrétaire général sur les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie et leur collaboration avec le régime raciste minoritaire de cette région<sup>2</sup> et sur les responsabilités des pays d'origine en ce qui concerne les sociétés transnationales opérant en Afrique du Sud et en Namibie en violation des résolutions et des décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies<sup>3</sup>.

15<sup>e</sup> séance plénière  
19 mai 1986

<sup>1</sup> Voir E/C.10/1986/9.

<sup>2</sup> E/C.10/1986/8.

<sup>3</sup> E/C.10/1986/10.